

Unité départementale du Bas-Rhin
Équipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
67050 STRASBOURG

Strasbourg, le 31/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



CHAUX DE WASSELONNE

Galgen
67310 WASSELONNE

Références : 0183/JB/CE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2022 dans l'établissement CHAUX DE WASSELONNE implanté Galgen 67310 WASSELONNE. L'inspection a été annoncée le 06/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté du 12 mai 2020 (articles 3.1, 6.7, 6.8, 12.1, 12.2 et 13.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2016, article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière et article R.181-46-II du code de l'environnement).

L'objet de l'inspection du 14 janvier 2022 est de vérifier le retour à la conformité des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAUX DE WASSELONNE
- Galgen 67310 WASSELONNE
- Code AIOT dans GUN : 0006700183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non seveso

Carrière d'extraction de matériaux calcaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan d'exploitation, risques géotechniques, modification du phasage d'exploitation, mesures relatives aux espèces protégées, surveillance des rejets en sortie du séparateur.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 13.4	/	
Bord des excavations - Distance de recul	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1	/	Proposition de prescriptions complémentaires

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Modification du phasage d'exploitation	Code de l'environnement du 14/01/2022, article R.181-46-II	/	
Risques géotechniques - Profondeur d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 12.1	/	
Risques géotechniques - Hauteur des fronts d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 12.2	/	Proposition de prescriptions complémentaires
Mesures relatives aux espèces protégées et à leurs habitats	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 3.1	/	
Aire de ravitaillement – Séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 6.7	/	
Surveillance des rejets d'eaux en sortie du séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 6.8	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats effectués, il est proposé de lever la mise en demeure du 12 mai 2020 et d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2016 relatives aux modalités de surveillance des fronts d'exploitation présentant respectivement un dépassement de la hauteur au droit de ce front d'exploitation et un dépassement dans la bande de protection périphérique en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 13.4</p> <p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan à une échelle au moins aussi précise que le 1/1000, orienté. L'échelle peut être adaptée à la superficie de la carrière et est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert et doit indiquer : – les limites du périmètre de la carrière et ses abords, dans un rayon de 50 mètres, – les installations annexes (accès, dispositifs de traitement des eaux...), – les zones décapées, – les zones défrichées non réaménagées, – les zones remblayées, – les zones dans lesquelles l'exploitation est définitivement arrêtée, – les emplacements de stockage des terres de découverte et des stériles (stockages de déchets inertes et de terres non polluées), – la zone d'évitement pour des habitats d'espèces protégées qui figure sur le plan qui se trouve à la page 57 de l'étude écologique, – la haie qui figure sur le plan qui se trouve à la page 61 de l'étude écologique, – l'emplacement des points de rejet des eaux dans le milieu naturel, à l'extérieur ou à l'intérieur de la carrière (dans les fossés, dans les dispositifs de traitement des eaux...).</p>

Des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, sont jointes au plan. Au moins une coupe est réalisée vers chaque front en cours d'exploitation et vers tout nouveau front définitif.

Constats : Le plan d'exploitation mis à jour en juin 2021 par le cabinet de géomètres-experts Roth-Simler présente les éléments prescrits. Deux coupes sont jointes au plan.

L'exploitant a déféré à la mise en demeure du 12 mai 2020 sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Bord des excavations - Distance de recul

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1

Prescription contrôlée :

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

Constats : Une bande de protection périphérique doit être conservée en limite d'exploitation des carrières. Celle-ci constitue une zone tampon permettant de limiter les conséquences d'éventuels glissements de terrains sur les terrains voisins.

L'inspection du 20 février 2020 a mis en évidence un dépassement dans la bande de protection périphérique (dépassement dans la bande de 10 mètres le long de la limite nord de la carrière, distance réduite à 8 mètres dans une zone).

Compte tenu de ce constat, l'exploitant a fait réaliser une étude de stabilité des fronts de taille au niveau de 2 fronts d'exploitation dont celui concerné par ce dépassement (rapport n° A105657/A de juillet 2020 suite à un diagnostic réalisé sur site le 8 juillet 2020).

L'étude précise que « la stabilité générale des fronts de taille peut être considérée comme bonne. [...] La stabilité des crêtes des fronts de tailles ne présente pas de désordres et paraît assurée. Les 8,5 m séparant ce front de la limite du site constituent une réserve de sécurité suffisante » et conclut qu'« aucune instabilité majeure n'a été rencontrée sur le circuit de visite. »

Au regard des éléments de l'étude, et considérant que dans la zone en dépassement de la bande de protection périphérique le niveau de stabilité est suffisant, l'Inspection considère qu'à ce stade, il est acceptable de maintenir ce front de taille en l'état sans travaux de remblaiement, d'autant plus que ceux-ci sont susceptibles de présenter des risques de sécurité pour le personnel en fonction de la qualité des matériaux utilisés pour le remblaiement.

Il est proposé de modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2016 afin d'entériner la situation existante (dépassement de la distance de recul) et de compléter les modalités de surveillance du front d'exploitation au regard des recommandations émises dans l'étude de stabilité (surveillance notamment).

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé en ce sens.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Modification du phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/01/2022, article R.181-46-II

Prescription contrôlée :

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet [...] par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Constats : Lors de l'inspection du 20 février 2020, il a été constaté que l'exploitation de la carrière

n'était pas en cohérence avec le phasage prévu et présenté dans le dossier de demande d'autorisation.

L'exploitant admet que depuis l'autorisation délivrée le 30 novembre 2016, des épisodes d'extraction (travaux d'approfondissement et non d'extension) ont été réalisés sur des zones prévues d'être exploitées en phase 3 d'exploitation (2026 à 2030). Considérant que les zones concernées avaient déjà fait l'objet d'extraction lors de l'autorisation précédente, ces extractions n'ont pas été menées sur des zones encore inexploitées et la surface de zone en chantier n'a pas été augmentée (à terme, le phasage prévoit l'augmentation de la surface en chantier dès la phase 3 avec l'exploitation d'un pâturage situé au nord de la carrière). Au regard de ces éléments, et considérant que les travaux d'extraction n'ont pas augmentés la surface en chantier de la carrière, il n'apparaît pas nécessaire de réactualiser les garanties financières

Depuis ce constat, l'exploitation de la carrière a été reprise au droit des phases 1 et 2 conformément au phasage prévu (extraction en profondeur), ce qui permet de retrouver une exploitation conforme aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation et ne nécessite pas la transmission d'un porter à connaissance en application de l'article R.181-46-II du code de l'environnement.

L'exploitant a satisfait à la mise en demeure du 12 mai 2020 sur ce point. Il convient à l'avenir de respecter le phasage prévu.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Risques géotechniques - Profondeur d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 12.1

Prescription contrôlée :

La profondeur d'exploitation est limitée à la cote + 235 mètres NGF. Aucune extraction ne doit être effectuée à une cote inférieure.

Constats : Lors de l'inspection du 20 février 2020, il avait été constaté sur le plan d'exploitation que l'extraction avait été effectuée jusqu'à la cote + 233,3 m NGF, inférieure à la cote limite prescrite.

Le plan d'exploitation mis à jour en juin 2021 montre que la zone concernée a été remblayée. Le point le plus bas est à la cote + 235,82 m NGF.

L'exploitant a déféré à la mise en demeure du 12 mai 2020 sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Risques géotechniques - Hauteur des fronts d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 12.2

Prescription contrôlée :

La hauteur maximale de chaque front d'exploitation est limitée à cinq mètres.

Constats : Une hauteur maximale des fronts d'exploitation est définie pour l'exploitation des carrières à ciel ouvert. Les fronts ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité des terrains.

L'inspection du 20 février 2020 a mis en évidence un front d'exploitation présentant une hauteur de 9,38 mètres, supérieure aux 5 mètres autorisés, situé au droit de la phase 3 d'exploitation dont l'extraction est prévue en 2026 – 2030.

Compte tenu de ce constat, l'exploitant a fait réaliser une étude de stabilité des fronts de taille au niveau de 2 fronts d'exploitation dont celui concerné par ce dépassement (rapport n° A105657/A de juillet 2020).

L'étude précise que « la stabilité générale des fronts de taille peut être considérée comme bonne.

[...] La stabilité des crêtes des fronts de tailles ne présente pas de désordres et paraît assurée » et conclut qu'« aucune instabilité majeure n'a été rencontrée sur le circuit de visite. »

Au regard des éléments de l'étude, et considérant que dans la zone en dépassement de la hauteur maximale de front le niveau de stabilité est suffisant dans son état actuel, l'Inspection considère qu'à ce stade, il est acceptable de maintenir ce front de taille en l'état jusqu'à son exploitation par l'exploitant prévue en phase 3 d'exploitation, notamment pour ne pas modifier le phasage d'exploitation initialement prévu.

Il est toutefois proposé de modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2016 afin d'entériner la situation existante (dépassement de la hauteur au droit de ce front d'exploitation) et de compléter les modalités de surveillance du front d'exploitation au regard des recommandations émises dans l'étude de stabilité (surveillance notamment).

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé en ce sens.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Mesures relatives aux espèces protégées et à leurs habitats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 3.1

Prescription contrôlée :

Le long de la limite Nord de la carrière, la bande réglementaire de 10 mètres doit être maintenue en prairie ou en friche.

Afin de prévenir l'apparition d'espèces végétales indésirables ou invasives, une information du personnel est effectuée et un suivi est réalisé de manière continue. Si des développements de telles espèces sont constatés, l'utilisation de produits phytosanitaires est interdit, l'arrachage manuel ou mécanique est à utiliser.

Une visite bisannuelle, au mois de juin, est réalisée afin :

- de relever l'ensemble des espèces protégées présentes sur le site,
- de vérifier la réalisation des mesures mises en œuvre,
- d'évaluer leur efficacité vis-à-vis de la faune et de la flore,
- d'évaluer le taux de reprise des plantations, leur composition et les espèces animales utilisatrices de cet habitat,
- d'apporter des ajustements aux mesures en cas de besoin.

Constats : Lors de l'inspection du 20 février 2020 :

- la bande réglementaire de sécurité n'était pas été maintenue en prairie ou en friche le long de la limite nord de la carrière ;
- l'information du personnel n'était pas effectuée ainsi que le suivi préconisé ;
- aucune visite n'avait été réalisée pour vérifier la réalisation des mesures en faveur de la faune et de la flore.

Depuis, l'exploitant a engagé des démarches pour satisfaire à ces prescriptions.

Un suivi écologique a été réalisé en 2020. Les relevés floristiques et la recherche d'espèces patrimoniales (faune et flore) ont été réalisés par 2 écologues en juin 2020. Le rapport est daté de novembre 2020.

De la terre végétale a été remise sur la bande de sécurité le long de la limite nord de la carrière, là où cela a été décapé. Il est prévu que les terrains s'y végétalisent naturellement. Les passages des engins n'y sont plus autorisés. Le rapport du suivi écologique préconise la réalisation d'une fauche sur cette bande tous les 5 ans.

Avec son exploitation, la carrière a évolué entre les inventaires réalisés en 2013 (pour réaliser l'étude écologique présentée dans le dossier de demande de renouvellement et d'extension de l'autorisation d'exploiter déposé en 2015) et en 2020.

Parmi les 3 espèces végétales d'intérêt patrimonial recensées en 2013, une seule n'a pas été revue

lors du passage de 2020 (l'épiaire d'Allemagne), et 5 autres espèces végétales d'intérêt patrimonial ont été inventoriées en 2020. Il n'a pas été mis en évidence d'appauvrissement de la flore sur le site.

Quelques espèces exotiques envahissantes ont été trouvées en 2020 (flore invasive, présence de 4 espèces avérées et d'une espèce à surveiller). Le rapport de novembre 2020 indique qu'elles sont peu réparties dans l'emprise autorisée.

Le rapport rappelle, pour le personnel notamment dans le cadre du suivi à réaliser de manière continue, les préconisations de lutttes à employer (préconisations pages 22 et 23 du rapport, plan de localisation des espèces invasives inséré entre les 2 pages), desquelles est absente l'utilisation de produits phytosanitaires conformément à la prescription de l'arrêté préfectoral.

L'exploitant indique que le personnel en charge de l'exploitation de la carrière a été sensibilisé à ces préconisations et les met en application. La mise en oeuvre de ces mesures de lutte par l'exploitant est primordiale pour réduire les risques de prolifération de ces espèces sur la carrière (opérations de traitement à réaliser régulièrement selon les fréquences et le calendrier préconisés dans le rapport de novembre 2020, consignes de d'élimination des déchets verts à respecter...).

Un registre est à tenir pour justifier du suivi continu réalisé. Il sera à joindre à la transmission du rapport du suivi écologique prévu en juin 2022 dans le cadre du suivi écologique bisannuel qui assure notamment un suivi des espèces exotiques envahissantes.

L'exploitant a satisfait à la mise en demeure du 12 mai 2020 sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Aire de ravitaillement – Séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 6.7

Prescription contrôlée :

Les eaux et les éventuelles égouttures collectées par l'aire de ravitaillement des engins doivent être traitées par un séparateur d'hydrocarbures ou par un dispositif équivalent avant rejet dans le milieu naturel.

Le dispositif doit être nettoyé aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an. L'exploitant doit conserver tous documents qui justifient l'entretien du dispositif et l'élimination des hydrocarbures ou des autres déchets piégés par le dispositif.

Constats : Lors de l'inspection du 20 février 2020, le séparateur d'hydrocarbures n'avait fait l'objet d'aucun curage depuis son installation en 2017.

Le dispositif a fait l'objet d'un entretien le 19 mai 2020 (copie du bordereau de suivi des déchets (BSD) correspondant transmis par mail du 3 juin 2020) et d'un entretien le 30 novembre 2021 (copie du bordereau de suivi des déchets correspondant par mail du 12 janvier 2022).

Le cadre 11, à renseigner par l'installation de destination, n'est pas rempli sur les documents. Le bordereau de suivi des déchets a pour objectif d'assurer la traçabilité des déchets dangereux et de constituer une preuve de leur élimination pour le producteur responsable. Il accompagne le déchet jusqu'à son traitement. Il appartient à l'exploitant de prendre l'attache de l'installation de destination pour récupérer le BSD dûment complété.

L'exploitant a déféré à la mise en demeure du 12 mai 2020 sur ce point.

Une copie des BSD dûment complétés est à transmettre.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets d'eaux en sortie du séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 6.8

Prescription contrôlée :

Les paramètres énumérés à l'article 18 (point 18.2.3.I) de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé doivent être analysés au moins une fois par an par un laboratoire agréé.

En cas de dépassements des valeurs limites fixées à l'article 18 (point 18.2.3.I) de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, l'exploitant doit informer l'inspection des installations classées et lui présenter les dispositions envisagées pour y remédier.

Constats : Lors de l'inspection du 20 février 2020, aucune analyse n'était effectuée.

Depuis, l'exploitant a fait réaliser des analyses à fréquence annuelle :

- prélèvement réalisé le 29/04/2020, rapport d'analyses du 28 mai 2020 ;
- prélèvement réalisé le 16/09/2021, rapport d'analyses du 24 septembre 2021.

La liste des paramètres analysés est conforme au point 18.2.3.I de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et les résultats n'appellent pas de remarque.

L'exploitant a déféré à la mise en demeure du 12 mai 2020 sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite